



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## D'ABIDJAN

N° 476 – 27 janvier 2023

### Zoom sur le rapport 2022 de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens et services politiques, sociaux, économiques et environnementaux auxquels tout citoyen a droit, et qu'un gouvernement a la responsabilité d'offrir à ses citoyens. Depuis 2007, elle évalue la gouvernance de

54 pays du continent africain à travers un indice (Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique ou IIAG) qui s'appuie sur 4 dimensions : (i) sécurité et Etat de droit ; (ii) participation, droit et inclusion ; (iii) fondements du développement économique ; (iv) développement humain.

#### 📌 La gouvernance globale en Afrique n'a pas connu d'évolution depuis 2019

Dans [le rapport 2022 de l'IIAG](#), publié cette semaine et qui évalue la gouvernance en 2021, la Fondation souligne que si le score moyen de gouvernance globale en Afrique a progressé par rapport à 2012 de 1,1 point à 48,9/100, celui-ci n'a pas évolué par rapport à 2019 en raison de la pandémie à COVID-19 et de l'aggravation des troubles politiques. Les progrès dans les domaines du développement humain et des fondements économiques sont sapés par une situation sécuritaire de plus en plus tendue et un recul généralisé de la démocratie. Enfin, les pays possédant les scores de gouvernance les plus élevés en 2021 sont l'île Maurice (74,9), les Seychelles (73,4) et la Tunisie (70,9) tandis que ceux qui possèdent les plus faibles sont l'Erythrée (25,9), la Somalie (23,2) et le Soudan du Sud (18,5).

#### 📌 Le score moyen de la gouvernance en Afrique de l'Ouest est en baisse depuis 2018

En Afrique de l'Ouest, le score moyen se situe à 52,5/100 pour l'année 2021, soit un score supérieur à la moyenne du continent (48,9). Hors Nigéria et Ghana, cette performance se justifie par les bons scores du Cap-Vert (70,7 points ; 4<sup>ème</sup> place sur le continent), du Sénégal (62,4 ; 9<sup>ème</sup>) et du Bénin (56,1 ; 14<sup>ème</sup>) tandis que la Mauritanie (41,3 ; 41<sup>ème</sup>), la Guinée (41,2 ; 42<sup>ème</sup>) et la Guinée-Bissau (40,2 ; 44<sup>ème</sup>) ferment la marche. En termes d'évolution, le score moyen des pays d'Afrique de l'Ouest enregistre une diminution par rapport à 2020 (-0,2 point), mais également 2019 (-0,3), 2018 (-0,4) et 2017 (-0,4). Ainsi, le score moyen 2021 de l'Afrique de l'Ouest est à son plus faible niveau depuis 2017 (52,3). Toutefois, par rapport à 2012, le score moyen de la sous-région enregistre une progression de 1,4 point.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 70,7

Le score (/100) de gouvernance du Cap-Vert en 2021 selon la Fondation Mo Ibrahim, soit le 4<sup>ème</sup> plus haut niveau en Afrique

## 9 pays de la sous-région enregistrent une diminution de leur score de gouvernance en 2021

### Score de gouvernance des pays d'Afrique de l'Ouest en 2021

Pays	Classement (/54)	Note (/100)	Variation par rapport à	
			2020	2012
Cap-Vert	4	70,7	-1,2	-1,2
Ghana	7	64,8	+0,3	+1,1
Sénégal	9	62,4	-0,6	+1,5
Bénin	14	56,1	-0,7	-0,3
Gambie	16	55,3	+0,2	+9,5
Burkina Faso	18	54,6	-0,6	+0,2
Côte d'Ivoire	20	54,3	+0,4	+5,4
Sierra Leone	22	52,2	+0,2	+4,3
Togo	23	50,5	-0,5	+3,8
Libéria	25	48,8	+0,6	+1,7
Nigéria	30	47,7	-0,7	-0,5
Niger	32	46	+0,1	-2,6
Mali	37	43,1	-0,5	-3,3
Mauritanie	41	41,3	-0,6	+2,2
Guinée	42	41,2	+0,2	+0,1
Guinée-Bissau	44	40,2	-0,2	+1,7
Afrique de l'Ouest*	-	52,5	-0,2	+1,4
Afrique	-	48,9	0	+1,1

\* : hors Mauritanie

Source : Fondation Mo Ibrahim, 2022 Index Report

Par rapport à 2020, le pays ouest-africain qui aurait progressé le plus est le Libéria (+0,6 point à 48,8), grâce à une augmentation significative de son score dans la dimension "Fondements des opportunités économiques" (+2,8). Toutefois, 9 des 16 pays de la sous-région ont enregistré une diminution de leur score par rapport à 2020. Hors Nigéria-Ghana, les plus importantes baisses concernent le Bénin (-0,7) et le Cap-Vert (-1,2).

Par ailleurs, sur une perspective de long terme (2012-2021), seuls 5 pays sur 16 enregistrent une diminution de leur score **en Afrique de l'ouest**. Hors Nigéria-Ghana, ce sont le Bénin (-0,3), le Cap-Vert (-1,2), le Niger (-2,6) et le Mali (-3,3). A l'inverse, la Gambie bénéficie de la plus forte hausse du continent sur la dernière décennie (+9,5).

## Régional

### 150 M EUR de Proparco et de la DEG à l'AFC pour le financement des infrastructures en Afrique

Dans [un communiqué](#) publié le 19 janvier 2023, l'Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé la conclusion d'un prêt de 150 M EUR sur 10 ans obtenu avec Proparco et la DEG, filiales respectives de l'Agence française de développement (AFD) et de la KfW. Ainsi, cette facilité, qui s'inscrit dans la stratégie de l'AFC de catalyser le financement des infrastructures résilientes et durables en Afrique, contribuera à combler le déficit d'infrastructures sur le continent ainsi qu'à favoriser son développement économique, environnemental et social.

### Endeavour Mining réalise une production d'or en baisse de 2,5% sur ses mines d'Afrique de l'Ouest en 2022

Dans [un communiqué](#) publié le 23 janvier 2022, la société minière canadienne Endeavour Mining, dont les activités se concentrent sur 6 mines à travers 3 pays d'Afrique de l'Ouest, a annoncé une production d'or au titre de l'année 2022 estimée à 39,7 tonnes, soit une baisse de 2,5% par rapport à 2021. Par pays, la production d'or de la société atteint 17,2 tonnes au Burkina Faso (3 mines), soit une diminution de 9,8% par rapport à 2021, en raison de la baisse de production de la mine de Boungou (-33,3%) ; elle se situe à 13,7 tonnes au Sénégal (2 mines), soit une diminution de 2% par rapport à 2021 tandis que la Côte d'Ivoire est le seul pays dans lequel elle réalise une hausse de la production (+15,1%) à 8,9 tonnes, grâce à la mine d'or d'Ity.

## 🌿 Bénin

### Création de la Société de développement et d'agrégation des productions agricoles

Le 25 janvier 2023, le gouvernement [a annoncé](#) la création de la Société de développement et d'agrégation des productions agricoles (SDAPA) ainsi qu'une prise de participation à hauteur de 30% du capital. La création de cette société répond à la volonté du gouvernement de sécuriser l'approvisionnement agricole pour l'industrie locale de transformation. En effet, à titre d'exemple, si la production de riz paddy est passée de 204 000 tonnes en 2015 à 519 667 tonnes en 2021, 65% de la production est exportée de façon informelle vers les pays limitrophes. Ainsi, la SDAPA aura pour principales activités : (i) la cartographie et le géoréférencement des producteurs ; (ii) le conseil agricole au profit des producteurs ; (iii) la facilitation de l'accès aux équipements agricoles ; (iv) la facilitation de l'approvisionnement des unités locales de transformation agricole en matières premières ; (v) l'exportation du surplus de production non transformée localement.

## 🌿 Burkina Faso

### Le gouvernement annonce un taux de croissance de 2,7% pour l'année 2022

Le 25 janvier 2023, le gouvernement [a adopté](#) un rapport relatif à la situation économique du pays en 2022 et des perspectives de croissance à moyen terme. En 2022, l'activité économique a été marquée par les conséquences du conflit en Ukraine, la persistance des attaques terroristes, des déplacements de population et des transitions politiques. Ainsi, après 6,9% en 2021, la croissance économique s'est établie à 2,7% en 2022, principalement tirée par le secteur tertiaire (+6,3%). En outre, le niveau d'inflation a connu une hausse fulgurante pour s'établir à 14,6% en moyenne annuelle en 2022, contre 3,9% en 2021. A moyen terme, afin de favoriser le dynamisme

de l'activité, le gouvernement envisage de : (i) renforcer la gouvernance politique et les réformes institutionnelles ; (ii) intensifier la mobilisation de ressources internes à travers la modernisation des procédures de recouvrement ainsi que la lutte contre la fraude et la corruption.

### Adoption du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement

Le 25 janvier 2023, le gouvernement [a adopté](#) le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement 2023-2025. Ce Plan s'articule autour de 4 piliers : (i) la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale ; (ii) la réponse à la crise humanitaire ; (iii) la refondation de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance ; (iv) la mise en œuvre de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale. Son coût global est estimé à 7 654,8 Mds FCFA (11,7 Mds EUR), financé à 40,9% sur ressources propres et à 32,2% par d'autres ressources. Le besoin de financement s'élève ainsi à 2 058,8 Mds FCFA (3,1 Mds EUR).

## 🌿 Cap-Vert

### Première émission des obligations bleues sur la bourse

Le 23 janvier 2023, la Bourse du Cap-Vert [a lancé](#) la première émission d'obligations bleues du pays. L'émission, baptisée "Marine and Ocean Based Blue Bond Series D", se déroule jusqu'au 28 février prochain et représente la première offre publique de souscription d'obligations depuis 2013. Ainsi, 25 000 obligations sont émises, au prix de 10 000 CVE chacune (90 EUR), avec une échéance de cinq ans et un taux d'intérêt de 4%, pour financer des projets dans le domaine de l'économie bleue. Il est prévu notamment de consacrer un minimum de 50 M CVE (450 K EUR) au développement et à l'inclusion financière permettant de soutenir l'accès au crédit à petite échelle, pour les particuliers et les petites entreprises, dans le secteur maritime et de la pêche durable.



## Conversion de la dette envers le Portugal en financement du Fonds pour le climat et l'environnement

Le Premier Ministre du Portugal [a indiqué](#) lors d'une visite au Cap-Vert, le 23 janvier 2023, que la dette du Cap-Vert envers le Portugal serait entièrement réinvestie dans le Fonds pour la transition climatique et énergétique du Cap-Vert. Cela représenterait un montant de **12 M EUR d'ici 2025**. En plus de cette contribution financière, le Premier Ministre portugais a indiqué que son pays et les entreprises portugaises comptent s'impliquer et se mobiliser pour intervenir dans les secteurs de l'efficacité énergétique, de la capacité de production d'énergie renouvelable et du stockage.

## 🍷 Côte d'Ivoire

### Inflation moyenne à +5,2% en 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +5,1% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2022, contre +5,7% le mois précédent. Cette évolution se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires (+6,6% en g.a.), en lien principalement avec celle de la viande (+6,8% en g.a.) et des huiles et graisses (+15,4% en g.a.). A noter également la hausse des prix de la composante "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+6% en g.a.), des transports (+9,5% en g.a.), ainsi que des restaurants et hôtels (+6,6% en g.a.). Par ailleurs, en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 5,2% pour l'année 2022.

### 107 M EUR levés en faveur de la vidéo protection urbaine

Le 10 janvier 2023, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et Ecobank Development Corporation (EDC) [ont annoncé](#) la levée avec succès d'un montant total de 70,1 Mds FCFA (106,9 M EUR) en faveur de la Côte d'Ivoire. Ce financement est destiné à la mise en œuvre de la 4<sup>ème</sup> phase de la plateforme unifiée et ouverte de Vidéo-Protection Urbaine, dans 6

villes secondaires et 6 principaux stades. Cette énième phase du projet vise à renforcer la sécurité urbaine et la protection des sites sportifs et des aéroports, en prélude à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 2023. Le projet sera réalisé par la société China National Technical Import & Export (CNTIC). Les financements ont été levés auprès de la BOAD (22,9 M EUR), de United Bank for Africa Côte d'Ivoire (22,9 M EUR), d'Ecobank Côte d'Ivoire (30,5 M EUR) et de Société Générale Côte d'Ivoire (30,5 M EUR).

### 32,5 M EUR de la BAfD pour accroître les ressources publiques en faveur des populations vulnérables

Dans [un communiqué](#) publié le 24 janvier 2023, la Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé l'octroi d'un financement de 32,5 M EUR à la Côte d'Ivoire au titre de la 3<sup>ème</sup> phase du Programme d'appui aux réformes économiques et sociales (PARES III). Le PARES III soutiendra les mesures visant : (i) une meilleure programmation et évaluation des politiques publiques ; (ii) un renforcement de la transparence des dépenses publiques ; (iii) une amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et (iv) le renforcement de l'inclusion sociale.

## 🍷 Gambie

### Les envois de fonds de la diaspora ont représenté 60% du PIB en 2022

Le 14 janvier 2023, le vice-gouverneur de la Banque centrale de Gambie (CBG) [a déclaré](#) que les transferts de fonds de la diaspora vers la Gambie avaient atteint 712,5 M USD en 2022, soit environ 60% du PIB national. Si le montant est en baisse de 8% par rapport à 2021, en raison de l'utilisation accrue de canaux informels pour les transferts d'argent, il demeure en forte progression par rapport à 2020 (+20,7%) et 2019 (+117,2%). Selon le vice-gouverneur de la CBG, ces fonds sont essentiels pour le développement économique du pays.

## 🍷 Guinée

### Lancement d'un service de prêt express par MTN

Le 25 janvier 2023 a vu [le lancement](#) officiel du service de prêt Xpress, un nouveau produit mobile de micro crédit, par MTN MoMo en partenariat avec Ecobank et la fintech OPTASIO. **Les prêts pourront s'opérer en moins de 10 secondes**, les montants pourront varier de 10 000 à 549 999 GNF (de 1,06 EUR à 58,16 EUR) et le **remboursement pourra s'effectuer par échéances journalières, hebdomadaires ou mensuelles**. En somme, cette nouvelle offre de crédit contribuera : (i) au développement de **l'inclusion financière avec un accès au crédit pour tous les budgets** ; (ii) au développement de **l'écosystème mobile** et (iii) à la **promotion du secteur non bancarisé**.

## 🍷 Mali

### Un financement de 62,5 M EUR de l'UE pour renforcer la sécurité alimentaire

Le 25 janvier 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies [a annoncé](#) une **contribution à hauteur de 62,5 M EUR de l'Union européenne (UE)** afin de renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience de 971 000 personnes dans neuf régions du Mali. A travers ce financement, le PAM, en collaboration avec le gouvernement du Mali, pourra mettre en **œuvre deux projets** pluriannuels qui ciblent des familles et des communautés touchées par des conflits persistants, des chocs climatiques et la hausse des prix alimentaires à Bandiagara, Douentza, Gao, Gourma-Rharous, Koulikoro, Mopti, San, Ségou et Tombouctou. Enfin, cet appui **s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal de résilience et développement durable dans la zone agropastorale du Mali (REDDAM)** visant à supporter techniquement les producteurs agricoles et à distribuer des aliments nutritifs aux enfants ainsi qu'aux femmes enceintes.

## 🍷 Mauritanie

### Accord du FMI pour la mise en place d'un programme FEC de 86,9 M USD

Le 25 janvier 2023, le conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la mise en place d'un programme de 42 mois au titre du mécanisme élargi de crédit et de la facilité élargie de crédit pour un montant de 86,9 M USD, dont 21,7 M décaissables immédiatement. Ce programme de réformes **économiques s'articule autour de trois axes** : (i) l'amélioration du cadre budgétaire à moyen terme pour maîtriser l'endettement et lisser la volatilité des ressources publiques extractives ; (ii) le renforcement des cadres de politique monétaire et de change ; (iii) des réformes structurelles visant à renforcer la gouvernance, la transparence et le secteur privé. Selon le FMI, la croissance aurait atteint 5,3% en 2022, tirée par le secteur minier, l'agriculture et la pêche, tandis que l'inflation devrait se stabiliser à 11%.

### Ratification d'un financement du FADES en faveur de l'eau potable

L'Assemblée nationale [a approuvé](#), le 25 janvier 2023, **le prêt d'un montant de 35 M USD** octroyé par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) dans le cadre du projet d'approvisionnement en eau de la ville de Kiffa. Le prêt s'étalera sur une période de 32 ans avec une période de grâce de 7 ans, à un taux de 2%. Le projet, d'un montant total de 320 M USD, est cofinancé par plusieurs autres bailleurs pour à hauteur globalement de 275 M USD et l'Etat mauritanien à hauteur de 10 M USD.

## 🍷 Niger

### L'UE accorde un appui budgétaire de près de 29 M EUR

Dans un communiqué publié le 19 janvier 2023, l'Union européenne (UE) [a annoncé](#) l'approbation le 16 décembre dernier d'un décaissement de 29 M EUR en faveur du Niger au

titre de l'appui budgétaire 2022. Ce décaissement intervient suite à l'appréciation positive par l'UE des performances sectorielles du Niger sur les sujets de services publics, de corruption, de développement agricole et de sécurité alimentaire. Ce **don de l'UE** contribue à renforcer la **trésorerie de l'Etat pour faire face** aux défis sécuritaires, de sécurité alimentaire et de résilience des populations, et ceux relatifs à **l'accès aux services publics**. Pour rappel, ce nouveau décaissement porte le total des montants versés au titre de l'aide budgétaire à 31,5 Mds FCFA (48 M EUR) en 2022.

## 🇸🇳 Sénégal

### Lancement du processus de formulation du plan de développement 2024-2028

Le 24 janvier 2023, la Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a lancé officiellement le processus de formulation du nouveau Plan national de développement et de son Plan d'action prioritaire (PAP) sur la période 2024-2028. D'après le [communiqué](#), la nouvelle stratégie de développement devrait tenir compte des mutations au niveau national et régional afin de **poser les bases de réussite d'un nouveau modèle économique** marqué par : (i) le **démarrage de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières** ; (ii) le contexte de mise en **œuvre de la ZLECAf**. L'exercice, qui se tiendrait sur 6 mois, serait conduit de manière inclusive avec la participation de l'ensemble des acteurs de la Société civile, du secteur privé, des universitaires et chercheurs, des partenaires techniques et financiers mais également des administrations centrales et territoriales, etc.

## 🇸🇱 Sierra Leone

### Signature d'un contrat pour le développement de voies ferrées

Le 17 janvier 2023, le gouvernement de la Sierra Leone et l'entreprise ARISE Integrated Industrial Platforms Ltd [ont signé](#) un contrat pour le **développement, l'extension et la gestion** du port de Pepel et de la voie ferrée reliant Pepel à Tonkolili. L'accord, qui représente un investissement total de 476 M USD, comprend : la **réhabilitation** du chemin de fer de Pepel-Tonkolili et du port de Pepel, la **connectivité ferroviaire** aux mines de Marampa, l'**introduction** de services transports ferroviaires de passagers et la **connexion ferroviaire** avec la Guinée.

## 🇲🇵 Togo

### La pêche artisanale en hausse de 62% en 2022

Selon le **Ministère togolais** l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière, la quantité de poissons capturée par les pêcheurs artisanaux [est passée](#) de 4 129 tonnes en 2021 à 6 687 tonnes en 2022, soit une hausse de 62% environ. À noter que la capture de poissons avait progressé de l'ordre de 18% en 2021. Cette hausse continue de la production halieutique artisanale est attribuée, entre autres, à **l'ouverture** du nouveau port de pêche de Lomé et de son nouveau marché aux poissons, ainsi **qu'à l'arrivée de nouveaux pêcheurs**. Le secteur de la pêche au Togo représente environ 20 000 emplois et 4,5% du PIB, selon le Ministère.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**  
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques** de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)